

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Communiqué de presse n° 1 (F)

22 octobre 2007

Discours d'ouverture de M. **KARIM DJOUDI**,
Président des Conseils des gouverneurs
et Gouverneur de la Banque et du Fonds pour l'**ALGÉRIE**,
en séance plénière

**Discours d'ouverture de M. Karim Djoudi,
Président des Conseils des gouverneurs
et Gouverneur de la Banque et du Fonds pour l'Algérie,
en séance plénière**

22 Octobre 2007

M. Zoellick, Président du Groupe de la Banque mondiale, M. de Rato, Directeur
Général du FMI, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs
et chers collègues, Mesdames et Messieurs :

Remarques préliminaires

Je tiens à vous souhaiter la bienvenue à l'occasion des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. C'est un grand honneur pour mon pays, l'Algérie, de présider ces assemblées.

Cette année marque une transition aussi bien pour le Groupe de la Banque mondiale, avec l'arrivée de son nouveau Président, M. Robert Zoellick, que pour le FMI, avec le départ de son Directeur Général, M. Rodrigo de Rato. Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue à M. Zoellick, qui assume depuis juin dernier les fonctions de Président de la Banque mondiale et dire notre optimisme quant à la direction dynamique qu'il donne au Groupe de la Banque mondiale. Je souhaite également remercier vivement M. Rodrigo de Rato, dont les efforts sans relâche ont permis de placer le FMI sur une nouvelle trajectoire de réforme. Permettez moi aussi de souhaiter la bienvenue à son successeur, M. Dominique Strauss-Kahn, et lui adresser tous nos voeux de succès dans l'exercice de son nouveau mandat. Nous espérons que sous son leadership et celui de M. Zoellick la collaboration entre les deux institutions sera renforcée. Je voudrais par ailleurs féliciter M. Padoa-Schioppa pour son élection à la présidence du CMFI et M. Carstens pour la Présidence du Comité de Développement.

Mesdames, Messieurs les Gouverneurs,

Au moment où je formule ces remarques, les institutions de Bretton Woods se trouvent à la croisée des chemins. Les transformations rapides, que connaît actuellement l'environnement économique mondial, créent de nouveaux défis pour les institutions de Bretton Woods qui devront s'adapter pour rester crédibles et efficaces. Cette crédibilité et cette efficacité dépendent elles-mêmes du rétablissement de la légitimité des institutions

de Bretton Woods. Par conséquent, nous devons réitérer fermement notre appui au processus de réformes en cours dans nos deux institutions et exprimer de nouveau nos attentes de résultats qui soient à la hauteur des défis.

Perspectives, risques et défis économiques mondiaux

Depuis les dernières réunions de Printemps de la Banque mondiale et du FMI, la croissance mondiale est restée soutenue. Toutefois, les turbulences que les marchés financiers ont connues récemment ont une nouvelle fois mis en exergue les risques de contagion rapide et déstabilisatrice entre les marchés et les pays, et ont introduit la perspective d'un environnement plus complexe à l'avenir. Les conditions de crédit défavorables, les possibilités de répercussions négatives d'ajustements additionnels du marché américain de l'immobilier, et l'appréciation rapide de certaines monnaies constituent les principaux risques pour les années à venir.

Les responsables de l'action publique doivent aujourd'hui faire face à des nouveaux défis alors que perdurent certains problèmes tels que le risque de correction désordonnée des déséquilibres mondiaux. C'est pourquoi malgré l'effet positif de la solidité des fondamentaux de l'économie mondiale et la poursuite d'une croissance robuste dans les économies en développement, il demeure essentiel que nous continuons tous à faire preuve d'une vigilance incessante.

Évolution de la situation au niveau de la région

Je saisis cette occasion pour souligner les solides résultats économiques observés au cours des dernières années dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) grâce, principalement, à l'exécution de politiques bien conçues et d'importantes réformes structurelles. Il est crucial de soutenir ces efforts, avec un appui renforcé et bien ciblé de la Banque mondiale et du FMI, pour assurer une croissance soutenue, tirée par le secteur privé et créatrice d'emplois. À cet égard, je tiens à remercier M. Zoellick d'avoir fait de la région MENA l'une des priorités stratégiques de la Banque.

Je souhaite également mettre en avant les remarquables résultats économiques affichés par un nombre croissant de pays africains. Toutefois, il reste encore des défis considérables à relever pour réaliser des progrès tangibles dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici 2015. Il est donc primordial que la communauté internationale et notamment la Banque mondiale et le FMI soutiennent les efforts de mise en œuvre de politiques nationales et de réformes axées sur la croissance et la réduction de la pauvreté, par un accroissement substantiel de l'aide financière et une assistance renforcée et coordonnée.

À l'instar de la région dans son ensemble, l'Algérie a vu sa situation économique et sociale s'améliorer nettement au cours des ces dernières années si l'on en juge, par sa robuste croissance, la faiblesse de son taux d'inflation, le renforcement de ses positions budgétaire et extérieure, ainsi que le paiement anticipé de la quasi-totalité de sa dette extérieure. Les efforts d'intégration du pays dans l'économie mondiale contribueront à la poursuite d'une croissance soutenue. À cet égard, des progrès ont été accomplis en vue de son adhésion à l'OMC et de son intégration régionale et je tiens à remercier particulièrement M. de Rato pour les efforts qu'il a lui-même déployés pour encourager l'intégration économique des pays du Maghreb. Par ailleurs l'Algérie, en tant que membre de l'Union africaine et membre fondateur de l'initiative du NEPAD, contribue également activement à promouvoir le développement régional en Afrique.

L'Algérie attache une grande valeur à sa coopération avec les institutions de Bretton Woods et continuera à solliciter les conseils et l'appui renforcé et durable de la Banque mondiale et du FMI pour faciliter la réalisation de ses objectifs de développement.

Recentrage de l'action du FMI

Chers collègues,

L'émergence de nouvelles économies dynamiques, la globalisation des marchés financiers et le volume exceptionnel de flux de capitaux invitent à adapter l'action du Fonds en matière de coopération et de stabilité financières. A cet égard, nous saluons l'adoption de la nouvelle Décision sur la Surveillance Bilatérale des politiques des États membres, visant à préciser le cadre de la surveillance bilatérale, d'en renforcer la mise en oeuvre et de permettre une plus grande intégration entre la surveillance bilatérale et multilatérale. Le renforcement du cadre de surveillance—y compris en prenant davantage en considération les questions liées au secteur financier—conforte le Fonds dans son rôle principal d'analyse des vulnérabilités économiques et financières et de détection précoce des crises.

Bien qu'il soit souhaitable que les crises n'aient pas lieu, leur survenance n'est pas à exclure. Dans cette perspective, le FMI doit se tenir prêt à apporter son assistance. Pour cela, il doit disposer d'une gamme d'instruments aussi diversifiées et efficaces que possible. Nous encourageons la poursuite des discussions afin d'aboutir rapidement à la mise en place d'un nouvel instrument de liquidité assurant la disponibilité de financements substantiels pour les pays membres à fondamentaux solides et poursuivant des politiques saines.

Directions stratégiques du Groupe de la Banque mondiale

M. le Président Zoellick, M. le Directeur Général de Rato,

Chers collègues,

Il nous incombe à tous de porter notre attention sur les défis auxquels sont confrontés les membres les plus vulnérables du Groupe de la Banque mondiale. En effet, malgré les progrès récemment accomplis, un tiers de la population mondiale vivra encore dans la pauvreté en 2015, et de nombreux pays ne pourront pas atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il n'est guère d'argument plus valable pour démontrer que le Groupe de la Banque mondiale doit continuer à œuvrer d'une part, pour favoriser la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies qui favorisent la croissance et réduisent la pauvreté, et d'autre part pour mobiliser les ressources additionnelles nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Au cours des derniers mois, la Banque mondiale a entrepris de définir des orientations stratégiques qui ont pour objectif de permettre une mondialisation solidaire et durable, et qui incluent parmi ses priorités: l'Afrique, les États affectés par un conflit, les pays à revenus intermédiaires et les biens publics régionaux et mondiaux. Nous accueillons avec satisfaction cette initiative porteuse d'avenir.

Par ailleurs, le Président et le Conseil d'Administration du Groupe de la Banque mondiale ont examiné dernièrement les nouveaux défis que pose les tendances récentes de l'aide et le rôle d'IDA dans l'architecture globale de l'aide. Nous encourageons la Banque, en sa qualité de principal partenaire du développement, à poursuivre ces efforts pour s'adapter à l'évolution actuelle de l'architecture de l'aide internationale et à la fragmentation croissante qui la caractérise.

Nous l'encourageons également à apporter un soutien aux pays en développement pour renforcer leur capacité de coordination de l'aide afin d'en améliorer l'efficacité et de s'assurer que les contributions des donateurs soient intégrées de façon cohérente dans les stratégies de développement nationales. La Banque doit également agir de manière résolue pour accroître le recours aux systèmes nationaux dans tous les pays clients. J'en appelle également aux autres institutions internationales et aux donateurs pour que des efforts plus importants soient entrepris pour mieux aligner et harmoniser l'aide, conformément aux principes énoncés dans la Déclaration de Paris.

Chers collègues, cette dynamique ne pourra être soutenue que si des ressources additionnelles sont mobilisées. Nous ne pouvons donc que nous féliciter du récent engagement pris par le Groupe de la Banque mondiale de contribuer à hauteur de 3,5

milliards de dollars à IDA-15. J'appelle les pays donateurs à accroître, à l'instar de la Banque, leur contribution à un niveau qui permette de relever les défis.

Ceci est d'autant plus important que nos pays font face à de nouveaux défis consécutifs au processus de mondialisation. En effet, de nombreuses externalités, de nature globale, affectent nos économies et ont un impact sur les processus de développement. Des standards élevés de gouvernance, un bon cadre de stabilité financière, des accords cohérents en matière de commerce international, des mécanismes performants de transfert de savoirs, et des mesures efficaces pour faire face au changement climatique, sont quelques uns des biens publics mondiaux qui nécessitent une action soutenue et coordonnée de notre part. Celle-ci doit se faire en conformité avec les principes de responsabilité commune, mais différenciée, adoptés par la communauté internationale dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

À cet égard, je suis heureux de pouvoir dire que l'Algérie contribue à relever le défi des changements climatiques en prenant d'importantes initiatives, et des mesures légales qui consistent notamment à promouvoir l'utilisation de combustibles propres, à réduire de 70 pourcent le volume des gaz torchés et à réaliser un projet novateur de capture et de piégeage du carbone.

Je suis convaincu que les institutions de Bretton Woods sont en mesure d'aider les parties prenantes à mieux gérer les biens publics mondiaux. Toutefois étant donné le caractère très diversifié et multi-dimensionnel de ces biens, j'encourage la Banque et le FMI à être sélectifs, efficaces au plan des coûts, et à focaliser leur action sur les domaines où ils ont un avantage comparatif.

Quotes-parts et représentation au FMI

Chers collègues,

Comme vous le savez, il ne peut y avoir de bases satisfaisantes pour une action coordonnée en réponse aux développements mondiaux que si la légitimité des institutions internationales est assurée. Cette légitimité implique que la représentation des pays membres dans ces institutions soit équitable et que chaque pays dispose d'une voix adéquate.

Au cours de l'année écoulée, le Conseil d'Administration du FMI a poursuivi l'examen des questions fondamentales incluses dans la seconde tranche de réformes. Elles comprennent, notamment les éléments d'une nouvelle formule de calcul des quotes-parts, l'ampleur de l'augmentation ad hoc des quotes-parts dans la deuxième phase, et

l'ampleur de l'augmentation des voix de vote de base. A cet effet, j'encourage le Directeur Général et le Conseil d'Administration du FMI à poursuivre leurs efforts afin d'aboutir à la mise en place d'un ensemble exhaustif de réformes qui soit acceptable par tous les États membres, conformément aux objectifs arrêtés à Singapour.

La Banque mondiale travaille également activement sur la question de la représentation de ses pays membres, en examinant toutes les options, y compris sur les aspects qui la différencient du FMI. Nous encourageons la Banque à poursuivre ces discussions afin d'aboutir au consensus politique nécessaire, tout en tenant compte des résultats auxquels aura abouti le FMI.

Nous devons, par-dessus tout, trouver la volonté politique de mener à bien les travaux consacrés à cette importante série de questions. Cela suppose que nous fassions preuve de compréhension mutuelle et d'une réelle volonté d'adaptation, car tout échec dans ce domaine essentiel aurait pour effet de compromettre la légitimité et l'efficacité de nos institutions.

Conclusion

Chers collègues,

Nous devons reconnaître que la Banque mondiale et le FMI sont confrontés à un monde qui devient de jour en jour plus complexe. Le caractère souvent imprévisible des nouveaux défis auxquels nous devons faire face nous impose de veiller à ce que le système multilatéral soit préservé et renforcé. J'espère également, chers collègues, que vous leur renouvellerez votre confiance en leur donnant la légitimité et les instruments qui leur sont nécessaires pour réussir dans leur entreprise. Je ne doute pas que le Groupe de la Banque mondiale et le FMI sauront alors nous proposer les stratégies et les mesures nécessaires pour répondre aux défis à venir.

Je vous remercie de m'avoir écouté et je déclare ouvertes les Assemblées annuelles 2007 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.